

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (après-midi) 17 mars 2016

Direction de l'économie publique

40 2015.RRGR.623 Motion 180-2015 Amstutz (Corgémont, Les Verts) Un produit dangereux pour la santé : le glyphosate Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 180-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 08.06.2015
Déposée par: Amstutz (Corgémont, Les Verts)
(porte-parole)
Kipfer-Guggisberg (Stettlen, PBD)
Fuhrer-Wyss (Burgistein, PS)
Grädel (Huttwil/Schwarzenbach, UDF)
Cosignataires: 27
N° d'ACE: 1459/2015 du 2 décembre 2015
Direction: ECO

Un produit dangereux pour la santé : le glyphosate

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes :

1. Interdire la vente aux privés de produits contenant du glyphosate pour traiter les surfaces vertes et les jardins.
2. Réduire les quantités de glyphosate utilisées dans l'agriculture.
3. S'assurer que les services du canton et des communes renoncent totalement à l'utilisation de produits contenant du glyphosate et les remplacent par des alternatives.
4. Promouvoir activement la recherche indépendante et le développement de méthodes de culture alternatives sans chimie.
5. Faire appliquer la loi exigeant le port d'habits de protection lors de l'épandage de glyphosates.

Développement :

Depuis les années 1950, des pesticides chimiques de synthèse sont utilisés dans l'agriculture. Depuis lors, un grand nombre de ces produits chimiques ont eu un effet en profondeur sur les bases de notre existence du fait de leur usage fréquent et à grande échelle – et dans certains cas aussi du fait de leur persistance environnementale. Certains sont encore présents dans l'environnement des décennies après avoir été épandus. Il est maintenant clair que leurs effets sont divers et de longue durée. Il y a ainsi de plus en plus de rapports scientifiques qui mettent l'épandage de certains pesticides en relation avec la mort des abeilles et la perte de biodiversité. Mais les pesticides peuvent aussi rendre les humains malades.

Récemment (mars 2015), le CIRC (Centre international de recherche sur le cancer), agence de l'OMS chargée du cancer, a sonné l'alarme à cause de l'herbicide total glyphosate. L'OMS n'est pas seule à s'en inquiéter, comme le montre l'étude de Greenpeace « Santé : les pesticides sèment le trouble ». Des études médicales récentes font dresser l'oreille. La plupart des maladies ont évidemment des causes multifactorielles et il n'est pas facile d'attribuer la cause d'une maladie à certains produits chimiques ou à une seule cause.

Les herbicides à base de glyphosate ont des niveaux de toxicité très variables, mais peuvent être mortels chez les humains. Il a été démontré qu'ils sont toxiques sur des cultures de cellules humaines, notamment sur des cellules du placenta et de l'embryon. Le glyphosate peut perturber le système endocrinien, ce qui peut avoir des conséquences irréversibles à certaines phases du développement, comme la grossesse. Dans les secteurs d'Amérique du Sud où est cultivé le soja, le nombre de malformations congénitales a augmenté.

De nombreuses études montrent toutefois qu'il y a une relation statistique entre l'exposition à des pesticides et un risque accru de troubles du développement, des perturbations neurologiques et

immunologiques, ainsi que certains types de cancer. Les agriculteurs et les jardiniers sont particulièrement exposés ; les fœtus et les enfants en bas âge sont particulièrement exposés. Le chlorpyrifos fait par exemple partie des nombreuses substances actives potentiellement nocives pour la santé et autorisées en Suisse.

En Suisse, on retrouve différents types de pesticides dans les sols, les eaux, l'air et la nourriture. Notre pays insiste régulièrement sur sa production de nourriture durable, mais s'en sort mal en ce qui concerne l'utilisation de pesticides par rapport à d'autres pays. D'après l'OFAG, près de 300 tonnes de glyphosate ont été vendues en 2013. Le Service phytosanitaire cantonal estime que près de 30 pour cent de cette quantité (soit 90 tonnes) ont été répandus sur les terres ouvertes. Rapporté à la surface de terres ouvertes du canton de Berne, ce sont 16 tonnes qui ont été répandues dans le canton de Berne.

La contamination des eaux de surfaces est par exemple énorme.

Au travers de ce qu'elle mange, de l'air qu'elle respire et de l'eau qu'elle boit, la population suisse, comme celle de notre canton, consomme tous les jours un dangereux cocktail de pesticides. Il faut protéger les humains et les animaux contre tout risque de maladie qui y serait lié. Il faut mettre un terme à la folie des pesticides dans les champs, sur les voies ferrées, dans les jardins et les parcs, et la remplacer par des méthodes sans chimie de synthèse.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

En Suisse, l'homologation des produits phytosanitaires est une tâche fédérale réglée par l'ordonnance sur les produits phytosanitaires (OPPh, RS 916.161). L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) est le service d'homologation. Dès qu'un produit est homologué, il peut être mis en circulation (c'est-à-dire vendu ou remis) dans toute la Suisse.

Les risques pour l'être humain et l'environnement des substances actives des produits phytosanitaires sont évalués dans le cadre de la procédure d'homologation et du contrôle. L'autorisation est accordée ou prolongée si l'utilisation correcte n'entraîne aucun risque inacceptable pour la santé humaine ou l'environnement.

En sa qualité de service d'homologation, l'OFAG a récemment pris position sur la problématique liée au glyphosate. L'OFAG et l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV), diverses autorités et comités d'experts nationaux et internationaux tels que le JMPR (Joint Meeting on Pesticide Residues, un organe de l'OMS/FAO) ont estimé, sur la base de centaines d'études, que le glyphosate n'était pas cancérigène. Dans le cadre de la plus récente étude du glyphosate récemment réalisée par le Bundesinstitut für Risikobewertung ou BfR (*institut fédéral allemand pour l'évaluation des risques*) sur la base d'une nouvelle évaluation de plus de 1000 travaux de recherche, aucune indication d'un effet cancérigène n'a été trouvée. Il y a peu de temps, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a également jugé qu'un risque cancérigène pour l'homme du glyphosate était improbable. Aucune nouvelle étude reconnue sur le plan international n'a convaincu le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de classer le glyphosate comme substance cancérigène.

Se basant sur les données actuellement disponibles et les nombreuses évaluations par des comités de spécialistes internationaux et nationaux, les autorités fédérales tirent la conclusion que les résidus de glyphosate provenant de l'utilisation de produits phytosanitaires ne présentent pas de risque pour la santé de la population. Néanmoins elles suivent de près les derniers développements et les discussions parmi les autorités internationales et engageront si nécessaire des mesures supplémentaires (voir la «Position de l'OFAG concernant la reclassification du glyphosate comme substance cancérigène par le IARC» du 30 juillet 2015). Le Conseil-exécutif prend connaissance des conclusions de la Confédération et attend la mise sur pied d'une gestion globale des risques en relation avec le glyphosate. Si de nouveaux éléments

apparaissaient, les mesures adéquates devraient être prises rapidement avec la participation des cantons. Le Conseil-exécutif estime qu'il n'est pas opportun que le canton fasse cavalier seul, en l'absence de toute coordination.

Le glyphosate est effectivement l'herbicide le plus souvent employé en Suisse. Il est notamment utilisé pour le réensemencement de prairies, l'ensemencement de champs dans le cadre des méthodes de la préservation des sols, l'entretien des voies ferrées et la lutte contre les mauvaises herbes problématiques dans les jachères, les cultures fruitières et viticoles ainsi que les espaces publics. Une application correcte, conforme aux instructions du fabricant et des services d'homologation, n'entraîne aucun danger pour l'homme et l'environnement. L'utilisation correcte de produits phytosanitaires en général (parmi lesquels le glyphosate) est enseignée dans le cadre de la formation des agriculteurs (INFORAMA et Station phytosanitaire). Les connaissances spécialisées sont aussi mises à jour lors des cours de perfectionnement, et de nouvelles méthodes pour réduire ou optimiser l'utilisation de produits phytosanitaires sont régulièrement présentées. Dans ce contexte, l'Office de l'agriculture et de la nature et l'Union des paysans bernois ont présenté une demande à l'OFAG en juillet 2015 au sens des articles 77a et 77b L Agr : le projet bernois de protection des plantes sur six ans (2017-2022) a pour but d'optimiser la protection des plantes et donc de limiter les dangers pour l'environnement (surtout en ce qui concerne l'eau), sans réduire considérablement la production. Un des domaines d'intervention a pour objectif de réduire l'emploi d'herbicides – notamment du glyphosate – dans l'agriculture bernoise. Les ressources nécessaires pour le cofinancement (avec l'OFAG) de ce projet devraient être à l'ordre du jour de la session de juin 2016 du Grand Conseil.

Les instituts de recherche appliquée (Agroscope, HAFL) suisses travaillent activement – et selon les cas en collaboration avec les stations phytosanitaires cantonales – sur de nouvelles méthodes de culture pouvant se passer totalement ou en partie de substances chimiques. On peut citer les essais de l'Agroscope avec les cultures intercalaires pour lutter contre les mauvaises herbes et réduire, voire rendre superflue, l'application d'herbicides, ou ceux de l'INFORAMA Rütli et de la Station phytosanitaire avec des cultures intermédiaires dans les champs de colza, là aussi pour limiter l'utilisation d'herbicides. Les activités cantonales sont orientées selon les ressources à disposition. La recherche au sens strict est avant tout affaire de la Confédération.

La Confédération est en train de dresser un plan d'action visant à réduire les risques liés aux produits phytosanitaires et à favoriser leur utilisation durable. Les moyens permettant de réduire encore les risques seront examinés lors de l'élaboration de ce plan d'action national, à laquelle participe le canton de Berne. La publication est prévue pour fin 2016 et la mise en œuvre à partir de 2017.

Sur l'emballage de chaque produit sont indiquées la classification des dangers ainsi que les instructions d'utilisation et de protection (y c. le port d'habits de protection). Les utilisateurs doivent prendre en compte et appliquer les mesures de protection figurant sur l'étiquette. La responsabilité en incombe à l'utilisateur lui-même. L'employeur doit veiller à ce que ses employés observent les mesures de protection et, le cas échéant, portent une protection individuelle, qu'il doit leur fournir. Les collaborateurs de la fondation agriss (fondation Agri-Sécurité suisse) sont chargés par la Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail (CFST) de visiter les fermes ainsi que les exploitations maraîchères dans toute la Suisse, afin de conseiller les employeurs et de contrôler la sécurité au travail.

Conclusion :

L'homologation ressortit à la Confédération. Se fondant sur les informations actuellement disponibles, les autorités fédérales compétentes aboutissent à la conclusion que les résidus de glyphosate provenant de l'utilisation de produits phytosanitaires ne présentent aucun risque pour la santé publique. La Confédération et le canton de Berne ont déjà pris les mesures nécessaires pour une utilisation responsable du glyphosate. Les développements et les discussions au sein des organes internationaux sont toutefois suivis de près et, si nécessaire, la Confédération engagera des mesures supplémentaires, avec la participation des cantons. Au titre de la prévention, le Conseil-exécutif soutient des mesures ciblées pour réduire l'utilisation de

glyphosate, mais sans affecter de manière significative d'autres ressources naturelles. Il estime inopportun et problématique sur le plan juridique que le canton fasse cavalier seul dans ce domaine.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1: rejet

Point 2: adoption sous forme de postulat

Point 3: rejet

Point 4: adoption sous forme de postulat et classement

Point 5: rejet

Le président. Wir haben noch 40 Minuten Zeit. Wir werden jetzt das Geschäft 40 beraten. Danach finden die drei Verabschiedungen statt, die ich angekündigt habe. Damit verschieben wir die Geschäfte 41, 42 und 43 auf die Junisession. Nun sprechen wir über die Motion Amstutz zum Thema «gesundheitsschädigende Glyphosatprodukte». Wir haben bereits im Januar eine freie Debatte beschlossen. Diese Motion beinhaltet verschiedene Ziffern. Bei Ziffer 1 beantragt der Regierungsrat Ablehnung. Ziffer 2 will er als Postulat annehmen, und Ziffer 3 lehnt er ab. Ziffer 4 will er ebenfalls als Postulat annehmen und gleichzeitig abschreiben, während er Ziffer 5 zur Ablehnung empfiehlt. Als erstes hat der Motionär das Wort.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Je regrette un peu qu'en cette fin d'après-midi vous deviez faire un effort pour m'écouter, me comprendre, j'espère que cela n'aura pas d'incidence sur votre santé, et je vous remercie par avance pour votre attention. Je remercie le Conseil-exécutif pour la réponse qu'il a donnée à ma motion. Compte tenu de l'importance du problème posé à l'environnement par les pesticides, j'espérais qu'il s'engage plus clairement et qu'il fasse preuve davantage de courage. L'agriculture industrielle repose aujourd'hui sur des monocultures de variétés très performantes qui nécessitent un apport régulier d'engrais chimiques et de pesticides pour garantir de bons rendements. Rien qu'en Suisse, on utilise 2000 tonnes de pesticides, dont 300 tonnes du glyphosate seulement dans le canton de Berne en 2013. (*Le président agite sa cloche.*) Les effets sur l'être humain et sur l'environnement sont dévastateurs, les pesticides contribuent à la perte de la biodiversité, menacent les abeilles et autres pollinisateurs, nuisent aux organismes présents dans le sol et finissent dans notre eau potable. Sur plus de 300 pesticides autorisés, certains sont qualifiés de potentiellement cancérigènes, tels le glyphosate. D'autres perturbent le système hormonal ou sont nocifs pour l'embryon.

Avec de telles quantités, de tels effets, on pourrait supposer que les autorités contrôlent soigneusement la sécurité des résidus de pesticides et que, à l'instar de la pharma, réalisent des tests très poussés avant d'autoriser leur homologation. Or ce n'est pas le cas. Leurs décisions ne se fondent pas sur leurs propres enquêtes, mais sur les études des fabricants. Les analyses indépendantes ne sont pas prises en compte. La pratique d'autorisation actuelle manque de transparence et présente de nombreuses lacunes. Les concentrations admises sont par exemple régulièrement sous-estimées, l'effet des adjuvants chimiques présents dans les pesticides n'est pas systématiquement analysé et on passe sous silence les effets conjugués des cocktails de pesticides. À ce jour, 150 000 substances de synthèse sont répertoriées dans le monde. Dans le cas qui nous occupe, l'Autorité européenne de sécurité des aliments, l'EFSA, a reconnu il y a peu de n'avoir étudié que la substance active du glyphosate, et non pas, contrairement au Centre international de recherche sur le cancer, les nombreux produits à base de glyphosate et leurs coformulants, comme le trop célèbre herbicide Roundup. Ensuite, ce ne sont pas en Suisse les Services de protection comme l'Office fédéral de l'environnement ou l'Office fédéral de la santé publique, qui sont responsables de l'homologation des pesticides, mais l'Office fédéral de l'agriculture, l'OFAG. Cela pose problème car ce dernier s'est à plusieurs reprises avéré très laxiste

en la matière, il a longtemps résisté à une interdiction des insecticides néonicotinoïdes, nocifs pour les abeilles, et laisse les représentants de l'industrie participer au nouveau plan d'action sur les pesticides. L'OFAG soutient ainsi les fabricants de pesticides au lieu de donner la priorité à la protection de l'environnement et de notre santé, une attitude irresponsable.

À Berne, le lobby des pesticides sait comment s'imposer. En effet, certains produits interdits ailleurs sont toujours utilisés chez nous et des procédures non transparentes permettent d'en commercialiser de nouveaux. Depuis des années, en parfaite harmonie avec l'industrie, les autorités d'homologation suisses proclament que le glyphosate, le pesticide le plus vendu au monde, n'est pas cancérigène, ceci alors que d'innombrables études réalisées par des instituts scientifiques indépendants et réputés, tout comme l'OMS récemment, arrivent à des conclusions diamétralement opposées. L'Institut fédéral allemand d'évaluation des risques (BfR), cité par le Conseil-exécutif dans sa réponse, affirme imperturbablement que le glyphosate n'est pas cancérigène. En mars 2015, le CIRC a rendu un avis à caractère explosif concluant que le glyphosate est probablement cancérigène. Aussitôt, le BfR a minimisé la nouvelle, alors même que le rapport d'évaluation du risque en vue du renouvellement qu'il a envoyé à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) montre qu'il a exclu plusieurs études critiques concluant un risque de cancer. L'Université de Brême a reproché au BfR d'avoir volontairement falsifié le contenu des études, cela rappelle une certaine affaire VW.

Je terminerai. Les enjeux financiers sont énormes, le marché des pesticides dans le monde, c'est 44 milliards de dollars par an, et pour toutes ces raisons évoquées ci-dessus, je suis persuadé que le canton de Berne ne doit pas craindre de faire cavalier seul. C'est une occasion ici aussi de se positionner dans le domaine des pesticides. Je souhaite que nous votions point par point et vous demande d'accepter les points 1, 2 et 3 comme motion et le point 4 comme postulat, mais sans le classer.

Le président. Ich habe vergessen, dass Ziffer 5 bereits zurückgezogen wurde. Dies möchte ich nun noch berichtigen. Regina Fuhrer wünscht nun als Mitmotionärin das Wort.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Es ist mir bewusst, dass es am Donnerstagnachmittag um halb vier, nach dem wichtigen Thema der Tour de France, ein wenig schwierig ist, sich nochmals auf ein neues Geschäft zu konzentrieren. Doch es ist ein wichtiges Thema, und es ist mir ein Anliegen, dass man ihm noch ein wenig Aufmerksamkeit widmet. Es geht bei unserem Vorstoss um Glyphosat. Glyphosat ist ein Totalherbizid, das heisst, es ist ein Unkrautvernichter, der alles kaputtmacht, das wächst. Das einzige, was nach einer Anwendung noch stehen bleibt, sind gentechnisch veränderte Pflanzen. Dazu gehört zum Beispiel Gentech-Soja, welches in Brasilien hektarenweise angebaut wird und extra auf eine Glyphosat-Resistenz hin gezüchtet wurde. Glyphosat ist der Grundstoff des weltweit am meisten eingesetzten Herbizids. Es ist deshalb ein Milliardengeschäft für den Hersteller Monsanto. Im März 2015 ist eine Studie der internationalen Agentur für Krebsforschung der WHO erschienen. In dieser Studie wird Glyphosat als «wahrscheinlich krebserregend» eingestuft. Dies ist die zweithöchste der möglichen Einstufungen. Seit dieser Einstufung gibt es zahlreiche Diskussionen sowie Studien und Gegenstudien, die zu widersprüchlichen Ergebnissen gelangen. Ich erlaube mir aber hier die Frage, wie gross der Einfluss und der Druck der Pestizidindustrie auf diese Studien ist. Diese Branche hat ja ein grosses Interesse daran, dass Glyphosat weiterhin als unbedenklich eingestuft und eingesetzt wird. In der Schweiz werden jährlich 300 Tonnen davon versprüht – auf Äckern, in Obstplantagen, auf Grünflächen und Bahndämmen und in Privatgärten. In den Schweizer Oberflächengewässern werden die zulässigen Grenzwerte für Pestizide überschritten, und auch im Grundwasser werden Rückstände gefunden. Man hat Untersuchungen durchgeführt und in der Schweiz bei 40 Prozent der untersuchten Urinproben Rückstände von Glyphosat gefunden. Coop und Migros haben aufgrund der erwähnten Einstufung sofort gehandelt und Glyphosat aus den Regalen verbannt. Ich bitte Sie, an die Gesundheit der Menschen und der Umwelt zu denken. Wir müssen diese Verantwortung wahrnehmen. Ich bitte Sie deshalb, diese Motion zu überweisen.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Ich werde meine fünf Minuten Redezeit nicht ausschöpfen. Es bräuchte auch keine freie Debatte. Die FDP ist recht schnell zum Schluss gelangt, dass man hier der Regierung folgen muss. Wir wollen das Problem sicher nicht verharmlosen. Obwohl die Tour de France durch den Kanton Bern fahren wird, ist unser Kanton zu unbedeutend, um hier etwas auszurichten. Zudem ist der Vorstoss nicht stufengerecht. Ich habe es abgeklärt: Die

Kompetenzen sind klar, der Kanton Bern hat in diesem Bereich keine Handlungsmöglichkeit. Wir sind hier «i der falsche Schmidte», wie man sagt. Deshalb muss man die Punkte 1 und 3 ablehnen. Auf Bundesebene geschieht zudem im Moment einiges, was die Pestizide angeht. Das konnten wir kürzlich im «Bund» nachlesen. Punkt 4 kann man als Postulat annehmen, wenn es einem gut tut. Man kann sich fragen, ob man dieses Postulat gleich abschreiben möchte, doch aus Gründen der Nachhaltigkeit stelle ich jetzt keinen entsprechenden Antrag.

Noch eine Anmerkung: Der Kanton Bern ist aus einer weltweiten Perspektive betrachtet nur ein Stecknadelkopf. Wir sollten damit aufhören, in diesem Parlament Weltwirtschaftspolitik betreiben zu wollen. Man will ja mit diesem Vorstoss auch Konzerne beeinflussen, es geht hier um den berühmten Monsanto-Konzern. Wir sind als Akteur viel zu klein, um auf dem Weltmarkt etwas zu bewegen. Wir müssen unsere Grenzen anerkennen und über Dinge debattieren, die wir tatsächlich beeinflussen können. Es ist zwar schön, über dieses Thema zu sprechen, aber wir können nichts bewirken. Deshalb bitte ich Sie, der Regierung zu folgen und den Vorstoss abzulehnen. Punkt 4 kann man wie gesagt als Postulat annehmen.

Markus Aebi, Hellsau (UDC). Ich teile die Meinung von Hubert Klopfenstein. Wir führen diese Diskussion im falschen Haus, und vielleicht sogar in der falschen Stadt. Diese Entscheide fallen höchstwahrscheinlich auf internationaler Ebene. Trotzdem möchte ich als praktizierender Landwirt einige Worte an Sie richten. Ich verwende auf meinem Betrieb seit 30 Jahren Glyphosat und verbrauche davon rund 60 Liter pro Jahr. Ich nehme nicht Stellung zu der Frage, ob ein Stoff krebsfördernd ist oder nicht, denn ich gehe davon aus, dass unsere Bewilligungsinstanzen auf internationaler sowie auf nationaler Ebene genügend kompetent sind, um dies zu beurteilen. Ich nehme auch nicht Stellung zum Kampf der NGOs gegen die grossen Chemiekonzerne. Was hier läuft, ist nichts anderes als eine Kampagne. Ich teile jedoch die Meinung der Motionäre, dass der Einsatz dieses Produkts weltweit überbietet. Dies hat einerseits mit dem Verfall des Patentschutzes zu tun. Heute ist jeder berechtigt, Glyphosat herzustellen, was zu einem Preiszerfall geführt hat. Noch vor 15 Jahren haben wir bis zu 60 Franken für einen Liter bezahlt. Heute sind es noch 5 bis 6 Franken. Dies fördert natürlich den Einsatz solcher Produkte. Weiter hängt der Verbrauch damit zusammen, dass man mittels Gentechnik resistente Pflanzen gezüchtet hat, welche den Einsatz von Glyphosat überstehen. So kann man Glyphosat einsetzen, um die Produktion zu verbilligen. Die Rückstände von Glyphosat im Urin, auf die im Kassensturz in teilweise tendenziöser Weise hingewiesen wurde, sind vor allem auf den Einsatz von Glyphosat im Abreifungsprozess von Kulturen zurückzuführen. Weltweit wird beispielsweise beim Weizen zehn bis vierzehn Tage vor der Ernte Glyphosat gespritzt, um eine gleichzeitige Abreifung des Getreides zu erreichen. Dies erleichtert die Ernte und vermindert das Aufkommen von Unkraut. Die Rückstände finden Sie auch in Lebensmitteln in der Schweiz. Die Teigwaren beispielsweise, die Sie bei uns in den Läden kaufen können, bestehen hauptsächlich aus kanadischem Hartweizen, der in der Schweiz gar nicht wächst. Gerade in Nordkanada mit seinen kritischen Erntebedingungen braucht man Glyphosat, um die Abreifungsprozesse zu fördern.

Dann möchte ich noch auf einen weiteren Punkt aufmerksam machen: Sie können jedes Herbizid, das irgendwo eingesetzt wird, im Wasser nachweisen. Ich möchte jedoch meiner Vorrednerin sagen, dass die Glyphosattmengen nie einen Grenzwert überschritten haben; bei weitem nicht. Jede Alternative bringt ebenfalls das Problem der Auswaschung in die Gewässer mit sich und hat negative Auswirkungen. Man kann auch Hormone aus Anti-Baby-Pillen im Wasser nachweisen. Aber es wäre noch niemandem in den Sinn gekommen, die Pille zu verbieten, auch wenn man die Auswirkungen auf die Wasserlebewesen nicht in dem Ausmass untersucht hat, wie man es tun müsste.

Nun komme ich zu den Vorteilen von Glyphosat: Glyphosat hilft beim pfluglosen Anbau, Treibhausgase und Bodenerosion zu verhindern. Diese Methode gilt als «ressourcenoptimiertes Anbauverfahren». Die Alternativen sind im Grossen und Ganzen wesentlich weniger umweltverträglich als Glyphosat. Weiter möchte ich auf die Pilzgifte, die sogenannten Mycotoxine, hinweisen. Diese kommen vermehrt im biologischen Anbau vor. Die Mycotoxine sind höchstwahrscheinlich krebserregender als Glyphosat, doch es wäre deshalb noch niemandem in den Sinn gekommen, den biologischen Anbau zu verbieten. Weiter untersteht die schweizerische Landwirtschaft einem Gentech-Moratorium. Wir bauen in der Schweiz keine gentechnisch veränderten Pflanzen an. Die Anwendung von Glyphosat vor der Ernte ist verboten, und die Aufwandmenge ist stark reduziert.

Ulrich Stähli, Gassel (PBD). Den fachlichen Ausführungen von Markus Aebi kann ich grösstenteils beipflichten. Nun möchte ich noch auf ein Zitat des Regierungsrats hinweisen: «Einen unkoordinierten kantonalen Alleingang beim Thema Glyphosat erachtet der Regierungsrat als nicht zielführend und rechtlich problematisch.» Die BDP-Fraktion sieht dies mehrheitlich auch so. Umso mehr staunen wir, dass derselbe Regierungsrat ausgerechnet Punkt 2 als Postulat annehmen will. Gerade dieser Punkt 2 will nämlich, dass die Landwirtschaft weniger Glyphosat einsetzt, obwohl die schweizerische Landwirtschaftspolitik den pfluglosen Anbau mit Glyphosat-Einsatz im Zuge der Ökologisierung mit Direktzahlungen fördert. Widersprüchlicher kann man nicht argumentieren. Weiter ist der ganze Vorstoss nicht stufengerecht. Die WHO soll sich zuerst mit ihren Gutachtern und deren Kontrahenten einigen, wie man weiter vorgehen will. Übrigens sind die landwirtschaftlichen Forschungsstellen alarmiert und verfolgen dieses Thema und das zugegebenermassen grandiose Milliardengeschäft genau. Wir lehnen mehrheitlich den ganzen Vorstoss, sowohl als Motion wie auch als Postulat, als nicht stufengerecht ab.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Für uns von der EVP-Fraktion ist es grundsätzlich wichtig, dass man mit Herbiziden zurückhaltend umgeht. Wir haben Mühe damit, dass viele Bauern nicht mehr auf den Acker fahren und stattdessen ganze Flächen mit Herbiziden behandeln und vergiften. Auch wenn uns bekannt ist, dass man so Diesel sparen und der Bodenverdichtung entgegenwirken kann, haben wir Bedenken gegen einen solchen umfangreichen Einsatz von Herbiziden. Für uns steht deshalb im Vordergrund, dass alternative Anbaumethoden ohne Chemie gemäss Punkt 4 der Motion gefördert und erforscht werden. Ich kann vorwegnehmen, dass wir diesen Punkt als Motion überweisen werden.

Uns erstaunt an diesem Vorstoss ein wenig, dass er auf einen einzelnen Wirkstoff abzielt. Wir müssen ehrlicherweise zugeben, dass wir als Kantonsparlament wohl nicht beurteilen können, wie giftig oder krebsfördernd Glyphosat nun wirklich ist. Es gibt Studien und Hinweise in beide Richtungen. Aber die Zulassung von Wirkstoffen muss von den Fachstellen beurteilt und nicht politisch ausgehandelt werden. Deshalb haben wir Mühe damit, dass man im Kanton Bern den Verkauf von glyphosathaltigen Produkten an Private für Grünflächen und Pärke verbieten will, und dass auch kantonale und kommunale Stellen auf die Verwendung dieser Herbizide verzichten sollen. Wenn man schon Alternativen einsetzen will, dann soll wenigstens sichergestellt werden, dass deren Wirkstoffe nicht noch giftiger sind als Glyphosat. Wir lehnen deshalb die Punkte 1 und 3 der Motion ab. Für Punkt 2 hegen wir gewisse Sympathien. Es geht uns jedoch wie gesagt ganz allgemein um die Reduktion der eingesetzten Menge an Herbiziden in unserem Kanton. Ein blosser Ersatz von Glyphosat durch einen anderen Wirkstoff würde nicht unserer Stossrichtung entsprechen. Wir können diesen Punkt als Postulat unterstützen. Wie erwähnt unterstützen wir Punkt 4 als Motion.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Dies ist ein recht schwieriges Thema, weil man insbesondere nicht immer nachweisen kann, wie die Wirklichkeit aussieht. Wir haben zum Beispiel im Zusammenhang mit gewissen Baustoffen ein ähnliches Problem erlebt. Man hat Baustoffe verwendet und später festgestellt, dass diese tatsächlich krebserregend sind. Was wollen wir nun mit dieser Ausgangslage tun? Wir bringen dem Anliegen, das hinter diesem Vorstoss steht, sicher viel Sympathie entgegen und sind auch für eine grüne Landwirtschaft. Doch auch wir haben den Eindruck, dass dieser Vorstoss nicht stufengerecht ist. Ich frage mich auch, wie man diesen Vorstoss konkret umsetzen könnte: Würde jemand zu mir in den Garten kommen, um zu überprüfen, wie ich meine Pflanzen behandle? Ich finde es selbstverständlich sehr gut, dass unsere Detailhändler reagiert haben. Diese Vorgehensweise ist aus grünliberaler Sicht sinnvoll, denn die Detailhändler nehmen ihre Verantwortung selber wahr. Weiter ist es mir als ehemaligem Konsumentenvertreter wichtig, auf folgendes hinzuweisen: Wir Konsumenten sind diejenigen, die mit einem solchen Produkt am unprofessionellsten umgehen. Wir verbrauchen meist zu viel oder wenden ein Mittel falsch an. Aus diesem Grund hat Punkt 1 bei uns gewisse Sympathien hervorgerufen. Aber wie wollte man ihn konkret umsetzen? Wollen Sie, dass man solche Produkte im Kanton Bern in der Landi oder anderswo nicht mehr verkaufen darf? Das wäre aus unserer Sicht nicht sehr stringent.

Auch Punkt 2, bei dem es um eine Reduktion des Verbrauchs in der Landwirtschaft geht, stösst bei uns auf eine gewisse Sympathie. Ich denke, dass ein abruptes Abstellen im Kanton Bern jedoch fragwürdig wäre in dem Sinne, dass es eine schweizweite Lösung bräuchte. Gleichzeitig stellt sich

die Frage nach dem Investitionsschutz und nach einer Umstellungsfrist. Diese Aspekte fehlen in der Motion. Wir müssten auch die Bedürfnisse der Betroffenen berücksichtigen.

Zu Punkt 3: Auch hier sind wir der Auffassung, dass man der Regierung folgen sollte, ebenso wie bei Punkt 4. Zusammenfassend halte ich fest, dass wir der Regierung folgen, wobei wir gewisse Sympathien empfinden für die Ansichten, die mit diesem Vorstoss zum Ausdruck gebracht werden. Doch es wäre vielleicht konsequenter und stringenter, wenn man dieses Problem auf nationaler Ebene anschauen würde.

Daniel Hügli, Biel/Bienne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt das Anliegen dieses Vorstosses. Deshalb befürwortet sie die Punkte 1–3 als Motion, und Punkt 4 schreibt sie nicht ab. Das Beispiel Asbest wurde erwähnt. Wir wissen, dass es Risiken gibt, die wir vielleicht erst in zehn oder zwanzig oder noch mehr Jahren bemerken und erst dann etwas dagegen unternehmen. Ich würde dem Kanton Bern und auch unserem Parlament raten, etwas selbstbewusster aufzutreten. Es wurde oft gesagt, der Kanton Bern solle jetzt nicht aktiv werden, denn das Problem sei nicht auf unserer Stufe zu lösen. Haben wir doch etwas mehr Selbstvertrauen, auch etwas zu beschliessen, das vorher noch kein kantonales Parlament beschlossen hat! Es würde uns nicht schaden, eine Pionierrolle einzunehmen.

Dann haben wir gehört, dass auf europäischer Ebene bereits einiges läuft. Dies geschieht übrigens auch auf Druck der Gewerkschaften, denn das Thema betrifft nicht nur die Konsumierenden und die Umwelt, es betrifft auch jene, die mit diesem Produkt arbeiten müssen. Es ist wichtig, dass man auch die Interessen dieser Leute berücksichtigt. Ich fasse zusammen: Für uns ist klar, dass die Gesundheit der Konsumierenden und Arbeitenden über dem Profit der Agrarmultis steht. Bitte unterstützen Sie deshalb dieses Anliegen.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Als Biobauer möchte ich auch etwas zu diesem Thema sagen. Aus meiner Sicht ist Glyphosat ganz klar ein Gift. Man sieht ja, wie es wirkt, wenn man durch die Landschaft fährt und die braungelben Äcker sieht. Man kann schon heute Rückstände im Brot, im Wasser und im Bier feststellen. Deshalb ist für mich klar, dass ich diesem Vorstoss zustimme. In der EDU-Fraktion sind natürlich nicht alle dieser Meinung.

Kilian Baumann, Suberg (Les Verts). Die grüne Fraktion unterstützt diese Motion selbstverständlich in allen Punkten. Mit dieser Motion kommt ein weltweit diskutiertes Thema bis zu uns in den Grossen Rat. Das letzte Mal haben wir im Zusammenhang mit Atrazin über ein solches Thema diskutiert. Einige erinnern sich vielleicht daran: Atrazin war in Pflanzenschutzmitteln enthalten. Die Wirtschaftsvertreter meinten jeweils, dieses Produkt sei nicht so schlimm, doch die Umweltverbände haben auf allen Ebenen dagegen gekämpft. Mit Erfolg: Heute ist Atrazin in der ganzen EU verboten. Glyphosat ist mitverantwortlich für die weltweite Verbreitung gentechnisch veränderter Nutzpflanzen. Die meisten dieser Nutzpflanzen sind glyphosatresistent. Sie können eine Landschaft vom Flugzeug aus mit Glyphosat besprühen, und alles stirbt ab, mit Ausnahme der genmanipulierten Pflanzen. Roundup ready-Soja ist die weltweit am meisten eingesetzte Sojasorte. In der Schweiz ist gentechnisch verändertes Saatgut glücklicherweise verboten, nicht aber der Einsatz von Glyphosat.

Der Regierungsrat sagt in seiner Antwort etwas Wesentliches: «Aufgrund der Daten, die heute zur Verfügung stehen, kommen wir zum Schluss, dass Glyphosat für die Gesundheit unbedenklich ist.» Wie Sie wissen, wurde diese Motion bereits verschoben, und die Daten, auf die sich der Regierungsrat stützt, sind schon wieder einige Wochen alt. Seither hat zum Beispiel das deutsche Umweltbundesamt eine Langzeitstudie veröffentlicht mit dem erschreckenden Ergebnis, dass vor 15 Jahren zehn Prozent der Bevölkerung Glyphosatanreicherungen im Körper hatten, während es inzwischen sogar 60 Prozent sind. Dennoch haben einige von Ihnen wohl noch nie etwas von dieser Sache gehört. Mir scheint, es ist Zeit, sich damit zu befassen. Wie erwähnt sagt die WHO, dass Glyphosat möglicherweise krebserregend ist.

Nun zu den einzelnen Punkten. Erstens zum Verkauf dieser Produkte an Private: Migros und Coop haben es vorgemacht und diese Produkte aus den Regalen entfernt. Ganz anders die Landi-Läden, die auch mit ihren Parkplätzen skrupellos Kulturland zerstören. Sie verkaufen auch weiterhin Glyphosatprodukte. Die fenaco-Gruppe macht ein grosses Geschäft, weil die anderen verzichten. Zu Punkt 2 betreffend die Reduktion der Anwendung von Glyphosat in der Landwirtschaft: Vor kurzem erschien der Gewässerschutzbericht des Kantons Bern mit folgendem Fazit: «Die kleinen Fliessgewässer sind massiv mit Pflanzenschutzmitteln verunreinigt.» Der Regierungsrat möchte in

seiner Antwort eine Reduktion des Glyphosateinsatzes prüfen. Ich bin hingegen der Meinung, dass man die Reduktion nicht prüfen, sondern umsetzen sollte. Zu Punkt 3: Die kommunalen Stellen sollen auf die Verwendung von Glyphosatprodukten verzichten. Fast jeder Redner, der den Vorstoss ablehnt, meinte, wir bewegten uns auf der falschen Ebene. Doch der Kanton Jura hat vor kurzem genau das beschlossen, was Punkt 3 fordert. Was im Kanton Jura möglich ist, sollte auch im Kanton Bern machbar sein.

Zu Punkt 4 betreffend die Förderung von alternativen Anbaumethoden ohne Chemie: Von drei in der Schweiz verkauften Biobrotten muss für zwei Brote das Mehl importiert werden, weil in der Schweiz nicht genug Biomehl produziert wird. Nun möchten Bund und Kanton für den «Aktionsplan Pflanzenschutzmitteleinsatz optimieren» einen Kredit von 62 Mio. Franken einsetzen. Wir werden in der Junisession darüber diskutieren. Der Kanton Bern muss 10 Mio. Franken beisteuern. Wir haben vorhin über knapp 2 Mio. Franken für die Tour de France gesprochen. Nun wird es um 10 Mio. Franken zugunsten von Bauern gehen, die Pflanzenschutzmittel einsetzen. Ich hoffe, dass man diesen Kredit nicht einfach durchwinken wird. Eigentlich brauchen wir eine Subventionierung des Biolandbaus und nicht der Pflanzenschutzmittel spritzenden Bauern. Zu Punkt 5, der zurückgezogen wurde: Kein Bauer in der Schweiz, der Glyphosat einsetzt, trägt einen Schutzanzug. Soviel zur Umsetzung dieser Vorschrift.

Le président. Wir führen eine freie Debatte. Ich werde nun das Wort für Einzelvoten freigeben. Wenn sich jedoch zu viele Redner anmelden, können wir unser heutiges Ziel nicht erreichen. Falls Sie neue Aspekte einbringen möchten, dann bitte ich Sie, dies in kurzer und prägnanter Form zu tun. So bleibt uns genügend Zeit, um die austretenden Mitglieder in gebührender Weise verabschieden zu können.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Viele Anwesende wollen sich wieder einmal besser darstellen, als sie tatsächlich sind. Überlegen Sie einmal, wie viele Pülverchen, Mittelchen und Sprays Sie im Alltag verwenden. Haben Sie schon einmal gelesen, welcher Giftklasse diese Produkte angehören? Wahrscheinlich nicht. Trotzdem stehen Sie hier und wollen wissen, wie giftig Glyphosat ist, es wurde sogar mit Asbest verglichen. Wir haben seit der Einführung von Asbest ganz andere Messverfahren entwickelt und können wahrscheinlich genauer beurteilen, wie schädlich etwas ist. Es wurde erwähnt, dass Glyphosat aus Flugzeugen versprüht wird. Im Moment wird Nervengift versprüht, um das Zika-Virus zu bekämpfen. Es handelt sich um Nervengift, nicht nur um Glyphosat. Wir wollen hier etwas verbieten, das in der übrigen Welt gang und gäbe ist. Ich denke nicht, dass wir auf diese Verbreitung einen grossen Einfluss haben werden. Zudem haben wir in unserem Land gut ausgebildete Fachleute und ausgezeichnete Geräte, die verhindern, dass dieses Mittel masslos versprüht wird. Es wird dafür gesorgt, dass es dorthin gelangt, wo es hin muss. Hormonfleisch wiederum ist aus meiner Sicht in der Schweiz zu Recht verboten. Doch es wird auf der ganzen Welt produziert und in die Schweiz importiert. Es wird auch hier gegessen. Man könnte vielleicht einmal bei diesem Thema ansetzen. An Niklaus Gfeller: Die Umweltverbände wollen den pfluglosen Anbau fördern. Wir möchten den Pflug eigentlich häufiger einsetzen, doch der pfluglose Anbau wird uns fast ein wenig aufgedrängt.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Aus Sicht des Arztes möchte ich Sie auf folgendes hinweisen: Die Kanzerogenese, also die Entstehung von Krebs, verläuft über einen Zeitraum von zehn bis zwanzig Jahren. Deshalb basieren viele Studien, auf die auch die Behörden zurückgreifen, wenn sie Grenzwerte festlegen oder Bewilligungen erteilen, nicht auf den aktuellsten Informationen. Es ist ganz wichtig, dass wir hier etwas demütig bleiben und uns nicht allzu sehr auf die Wissenschaft verlassen.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Je vous remercie vraiment pour cette discussion, ce débat riche et ce bon débat. En fait, vous avez réfléchi aussi avec moi, je n'étais pas seul. Je n'ai malheureusement pas réussi à vous convaincre complètement. Je ne reviens pas sur postulat, sur ce que nous vous proposons, cela a été suffisamment dit, je préciserai simplement ceci. En montagne quand les risques d'avalanche sont trop élevés, on renonce à la course, et dans le domaine de la santé, quand il y a un doute, on renonce à prendre des risques. 1 cm³ de glyphosate tue un hêtre en cinq jours, un hêtre de 30 mètres. Ne me dites pas que nous avons à faire à un produit inoffensif. Chers cultivateurs, chères cultivatrices, avec tout le respect que j'ai pour vous et votre travail, je me permets de dire que l'on vous trompe, on vous dupe, on vous endort, on vous

raconte des salades! On se permet même de vous accuser de ne pas lire attentivement le mode d'emploi, de mal doser les produits que vous épandez sur la terre. Maintenant une dernière remarque, je ne veux pas intervenir pour ce qui a été dit personnellement, mais je dirai ceci. En 2009, j'ai déposé une motion concernant l'aide aux familles d'enfants gravement malades. C'était une motion, bien sûr, à valeur d'initiative cantonale, et on a eu du succès, elle a été acceptée par 92 personnes ici dans l'hémicycle, et je sens qu'il y a un effet en haut. Peut-être que j'aurais dû déposer une motion, une initiative cantonale, je ne suis pas sûr que vous m'auriez suivi, mais je suis persuadé comme cela a été dit, qu'en tant que canton, nous pouvons, malgré tous les aspects formels, avoir une certaine influence. Je vous remercie d'ores et déjà pour les décisions que vous allez prendre en notre faveur.

Le président. Habe ich richtig verstanden, dass Sie nicht umwandeln? Vous ne faites pas de changement? (*Monsieur Amstutz acquiesce.*)

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Angesichts der Tatsache, dass die Zeit bereits weit fortgeschritten ist, fasse ich mich kurz. Mein Fazit besteht aus drei Punkten. Erstens: Der Bund ist zuständig für die Zulassung von Glyphosat. Es kann durchaus sein, dass andere kantonale Parlamente Entscheide in dieser Sache treffen. Doch der Regierungsrat ist klar der Meinung, dass wir nur dort Entscheidungen treffen sollen, wo wir die Kompetenz dazu haben. Dies ist hier nicht der Fall. Zweitens: Es bestehen bereits heute auf Bundes- und auf Kantonsebene genügend Massnahmen, um einen verantwortungsvollen Umgang mit Glyphosat sicherzustellen. Wir sind jedoch bereit, diese Punkte als Postulat anzunehmen. Dadurch könnten wir prüfen, wie man den Einsatz von Glyphosat allenfalls weiter reduzieren kann. Drittens: Wir werden selbstverständlich die weitere Entwicklung und die Diskussion in den nationalen und internationalen Gremien eng verfolgen. Dies ist uns wichtig. Leider hat der Motionär seinen Vorstoss nicht in ein Postulat umgewandelt. Der Regierungsrat wäre bereit gewesen, auch hier ein Postulat anzunehmen.

Le président. Können wir über die Ziffern 1 und 3 gemeinsam abstimmen? – Dies scheint nicht bestritten zu sein. Somit stimmen wir über die Ziffern 1 und 3 der Motion gemeinsam ab. Wer diese Ziffern annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1 et 3)

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	53
Non	73
Abstentions	5

Le président. Sie haben die beiden Ziffern abgelehnt. Wir kommen zur Ziffer 2. Wer diese Ziffer als Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	55
Non	72
Abstentions	4

Le président. Sie haben die Ziffer 2 abgelehnt. Nun kommen wir zu Ziffer 4 der Motion. Wer Ziffer 4 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 55

Non 70

Abstentions 6

Le président. Sie haben auch diese Ziffer abgelehnt.

Hommage à des députées démissionnaires

Le président. Nun bitte ich Sie um fünf bis zehn Minuten Nachspielzeit für die Verabschiedungen von austretenden Mitgliedern des Grossen Rats. Zuvor möchte ich Herrn Regierungsrat Rickenbacher und seine Mitarbeitenden verabschieden. Ich wünsche Ihnen einen schönen Abend. Ich freue mich ausserordentlich, dass unsere Kollegin, Vreni Kipfer, auch dabei sein kann. Sie kommt gerade mit ihrem Sohn in den Ratssaal. Herzlich willkommen! (*Applaudissements*)

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl)

Le président. Wie gesagt haben wir drei Demissionen, drei Rücktritte aus dem Grossen Rat. Der erste kommt von Annette Toggwiler: «Ich habe mich entschieden, auf den 30. April 2016 als Grossrätin des Kantons Bern zurückzutreten. Die Dreifachbelastung als Mutter, Teilzeitbeschäftigte und Grossrätin ist zu gross geworden. Vor allem die drei schulpflichtigen Kinder beanspruchen mich mit jedem Altersjahr stärker. Es ist mir dadurch nicht mehr möglich, das Grossratsmandat mit der gewünschten und notwendigen Intensität auszuüben. Die Zeit als Grossrätin wird mir in guter Erinnerung bleiben. Ich schätzte die offene Diskussion und die kollegiale Zusammenarbeit. Möge der Grosse Rat bestrebt sein, kreative und ausgewogene Lösungen im Interesse aller Bevölkerungsschichten unseres Kantons zu finden.»

Unsere Kollegin Annette Toggwiler war seit Juni 2014 Mitglied des Grossen Rats. Sie war Ersatzmitglied der SiK. Kollegin Toggwiler wird mir sicher verzeihen, wenn ihre Verabschiedung etwas kürzer ausfällt als bei den anderen beiden Mitgliedern. Schliesslich war sie ja auch nur kurz im Rat. Die Interessen von Annette Toggwiler lagen vor allem bei der Familien- und Bildungspolitik. Das kommt denn auch in ihren beiden eingereichten Vorstössen zum Ausdruck: Sie betrafen das Selektionsverfahren – hier war sie teilweise erfolgreich – und den Lehrplan 21, wo die Behandlung noch aussteht. Was macht man, wenn man nie gemeinsam in einer Kommission gesessen hat, wenig statistisch auswerten kann und auch das Archiv des Grossen Rats nicht mehr weiter hilft? Man googelt oder – das würde mir wohl Kollege Seiler ans Herz legen – man fragt die Fraktionskollegen direkt. So bin ich denn zuerst auf den Pressespiegel losgegangen. Ich weiss nicht, Annette, ob du weisst, was dich in die Tagespresse gebracht hat. Hier kommt das Zitat aus dem «Bund»: «Was Basel kann, kann auch Bern», sagte Annette Toggwiler-Bumann im Namen der Grünliberalen. «Wir haben hier eine Chance, dass der Kanton Bern einmal zu den ersten gehört.» Diesem Votum folgte der Rat und überwies ein Postulat: Die Berner Regierung soll sich nun beim Bund dafür einsetzen, dass das Rechtsabbiegen bei Rot für Velofahrer möglich wird.» Ich weiss jetzt auch, weshalb du dich für dieses Anliegen stark gemacht hast. Laut deinen Kollegen bist du sehr gewissenhaft und würdest also nie mit dem Velo bei Rot rechts abbiegen. Und vielleicht ist es ja auch gerade deine Gewissenhaftigkeit, die dazu führt, dass du uns bereits wieder verlässt. Offenbar kannst du nicht alle Aufgaben in der gewünschten Qualität wahrnehmen und ziehst entsprechende Konsequenzen. Bei deinem vielfältigen Engagement als Mutter, Erwerbstätige und Politikerin ist das für mich nachvollziehbar. In der Fraktion bist du unter anderem dadurch aufgefallen, dass du im richtigen Moment die richtigen Fragen gestellt hast. Im Parlament wiederum bist du dadurch aufgefallen, dass du im richtigen Moment den richtigen Dialekt verwendet hast. Uns wird nicht nur dein Walliserdeutsch in Erinnerung bleiben, aber natürlich auch das. Ich wünsche dir, dass du auch in Zukunft immer den richtigen Moment erwischst. Herzlichen Dank und alles Gute für deine Zukunft! (*Applaudissements*)

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR)

Le président. Die zweite Verabschiedung sah man schon den ganzen Tag kommen. Es steht ja deswegen ein Bäumchen auf dem Platz. Es geht um Katrin Zumstein: «Der Schritt, mein

Grossratsmandat abzugeben, ist mir nicht leicht gefallen. Es war für mich eine grosse Bereicherung, neben meiner beruflichen Tätigkeit gemeinsam mit euch zu debattieren, für Anliegen zu kämpfen, bei Differenzen gemeinsam nach Lösungen zu suchen, Strategien zu entwickeln und die bestmöglichen Ziele im Interesse der Sache und des Kantons zu erreichen. In den letzten Tagen habe ich die vergangenen Jahre im Grossen Rat für mich gedanklich Revue passieren lassen. Ich hatte die Gelegenheit, zahlreiche Geschäfte mitzuerleben. Dadurch habe ich vieles nicht nur im Sinne von Sachwissen, sondern auch in Bezug auf die politischen Abläufe gelernt. Euch allen hier ist das Gestalten unserer Zukunft wichtig, und ihr seid dafür bereit, viel Zeit herzugeben. Diese Tatsache bildet wohl die grösste gemeinsame Schnittmenge in diesem ehrwürdigen Saal. Die verschiedenen Ideologien machen die Diskussionen farbig und führen letztendlich zu tragfähigen und konsolidierten Ergebnissen.

Leider musste ich in der letzten Legislatur von meinem über alles geschätzten väterlichen Freund und Fraktionskollegen Christoph Stalder und von meiner sehr lieben, engagierten und aktiven Fraktionskollegin Susanne Bommeli Abschied nehmen. Beide haben mein Leben nicht nur politisch, sondern auch persönlich sehr geprägt. Ich denke oft an sie, und frage mich dabei, wie wohl ihre Sicht der Dinge wäre. Seit Beginn der letzten Legislatur darf ich das Präsidium der Gesundheits- und Sozialkommission innehaben. Ich werde die sachlichen und engagierten Diskussionen sehr vermissen. Schaumschlägerei oder reine Interessenpolitik haben in unserer optimal besetzten Kommission deshalb keinerlei Aussichten auf Erfolg. Wir konnten in den letzten zwei Jahren Geschäfte beraten, welche für unseren Kanton wegweisend sein werden. Leider bin ich nun nicht mehr bis zum Abschluss dabei. Das wurmt mich tatsächlich, aber es geht ja ganz gut auch ohne mich. Ich erlaube mir, euch etwas mit auf den Weg zu geben: Die Chancengleichheit und Selbstbestimmung behinderter Menschen waren für mich die wichtigsten Triebfedern meines politischen Engagements. Es ist mir deshalb wichtig, dass die Subjektfinanzierung in diesem Bereich nicht in Frage gestellt wird. Ich bedanke mich herzlich für die gute Arbeit der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Verwaltung. Insbesondere bedanke ich mich bei Céline Baumgartner, der Sekretärin unserer Kommission. Mit ihrer hohen Fach- und Sozialkompetenz hat sie mir das Präsidium wesentlich erleichtert. Alles hat seine Zeit. Die Meine in diesem Saal ist nun vorbei.»

Wie ich ist Katrin Zumstein vor zehn Jahren in den Grossen Rat gewählt worden. Und wie ich ist sie dann bald einmal Mitglied der JuKo geworden. Ebenfalls wie ich wurde sie dort Vizepräsidentin und leitete den Ausschuss Richterwahlen. Anders als ich brachte sie sich jedoch als Fachperson ein. Als aktive Anwältin brachte sie die Praxis mit in die Kommission, die damals aus sehr vielen juristischen Laien bestand. Neben juristischen Themen nahm sich Katrin Zumstein in 15 Ad-hoc-Kommissionen auch sozial-, bildungs- und gesundheitspolitischer Fragen an. Das führte schliesslich dazu, dass sie in dieser Legislatur in die Gesundheits- und Sozialkommission wechselte und dort Verantwortung übernahm, indem sie diese Kommission präsidierte. Ein grosses Thema für die GSoK war und ist die Spitalstandortinitiative und die Gegenvorschläge, die Katrin Zumstein begleitet hat. Generell kann man wohl sagen, dass sich diese Kommission mit sehr grossen politischen Knacknüssen auseinandersetzen musste, und auch weiterhin muss.

Was die Vorstösse angeht, konnte ich mit dir in den vergangenen zehn Jahren in keiner Art und Weise mithalten: Mit 48 Vorstössen, davon 41 Motionen, hielt Kollegin Zumstein Verwaltung und Regierung wacker auf Trab. Bei dieser Masse war es für mich unmöglich, innert nützlicher Frist eine Erfolgskontrolle zu erstellen. Deshalb habe ich mich viel mehr für ein psychologisches Profil der Urheberin entschieden. Nein, im Ernst: Alles begann für dich mit der Edition «Liberale Lösungen für den Kanton Bern» im Gesundheitsbereich, der auch generell bei deinen Vorstössen einen Schwerpunkt bildete. Daneben standen Themen aus dem Sicherheits- und Sozialbereich im Vordergrund, wie zum Beispiel die Anliegen von Behinderten. Katrin, du bist mir als freundliche, engagierte, ja zum Teil auch vehement agierende Kollegin im Grossen Rat begegnet. Du hattest keine Hemmungen, mit Mitgliedern anderer Parteien politische Projekte gemeinsam anzugehen und die Zusammenarbeit zu suchen. Gleichzeitig habe ich wahrgenommen, dass du dich hin und wieder auch mutig gegen die eigene Fraktion gestellt hast. Wenn ich einen Blick in deine Interessenbindungen werfe, vermute ich, dass es dir neben deiner Tätigkeit als Anwältin nicht langweilig werden dürfte. Von Sozialinspektion bis Procap reicht das Spektrum. Katrin, ich danke dir für dein umfangreiches Engagement im Grossen Rat für den Kanton Bern und wünsche dir für deine Zukunft persönlich und beruflich alles Gute! (*Applaudissements*)

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD)

Le président. Wir kommen zu Vreni Kipfer Liebe Vreni, wir freuen uns sehr, dass du heute bei uns sein kannst. Ich möchte nun als erstes auch dein Schreiben vorlesen: «Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, leider, nach nur 23 Sessionen mit euch im Parlament, muss ich meinen Rücktritt auf Ende März 2016 bekannt geben. Aus gesundheitlichen Gründen war ich im vergangenen Jahr nur halb anwesend. Dies befriedigt mich nicht mehr. Zu gerne wäre ich ganz dabei, und halbe Arbeit habe ich nie geschätzt. Gerne habe ich den Diskussionen zugehört, die gegensätzlichen Meinungen zu verstehen und einzuordnen versucht. Damit war ein Wunsch von mir aus meiner «Rüebli-semer»-Zeit in Erfüllung gegangen, spät, aber doch noch mitgestalten zu können am Geschick des Kantons Bern. Es war für mich eine schöne und interessante Zeit. Ich bin dankbar, dass ich sie erleben durfte. Ganz herzlich möchte ich an dieser Stelle meiner Fraktion danken, die mir im vergangenen Jahr mit viel Verständnis und Rücksichtnahme entgegengekommen ist. Danken möchte ich euch allen für die Begegnungen, Bekanntschaften und Gespräche bei Mittagsveranstaltungen. Es war schön. Ich wünsche euch allen alles Gute, Erfolg und weiterhin Freude am Engagement und beim Politisieren zum Wohle unseres Kantons Bern.»

Vreni, du hast es uns mitgeteilt: Es sind gesundheitliche Gründe, die zu deinem Rücktritt führen. Gerne hätten auch wir noch weiter mit dir zusammengearbeitet. Und so sind es besondere Umstände, unter denen wir dich verabschieden. Du wohnst jetzt auf der Palliativstation der Stiftung Diaconis und schaust wahrscheinlich aus einer viel grundsätzlicheren Perspektive als wir auf dein Schaffen hier und auf das Leben insgesamt. Ich bin froh, von dir gehört zu haben, dass du diese Zeit mit allen Herausforderungen trotz allem als wertvoll erlebst. Du warst seit November 2011 Mitglied des Grossen Rats und hast dich auch als Mitglied der Bildungskommission engagiert. Daneben bist du im Vorstand der Bernischen Musikschulen, des Blauen Kreuzes und der Neuen Mittelschule (NMS). Neben der Bildungs- und Familienpolitik hast du dich auch für die Integration unserer ausländischen Bevölkerung besonders engagiert. Das kommt in deinen Vorstössen, aber auch in der Kommissionsarbeit zum Ausdruck. Soziale Gerechtigkeit war dir ein wichtiges Anliegen. Deine zehn Vorstösse waren thematisch aber sehr vielfältig, und das ist auch kennzeichnend für deine Person: Du willst das Ganze sehen, nicht nur einen kleinen Ausschnitt. Deine Voten waren immer sehr persönlich und authentisch, deshalb habe ich dir im Rat gerne zugehört, auch wenn ich nicht immer einig mit dir war. Aber selbst mit den politischen Gegnern bist du immer freundlich umgegangen. Auch während deiner Krankheitszeit war es dir wichtig, wann immer möglich deine Verantwortung im Grossen Rat wahrzunehmen. Ja, viele haben gar nicht bemerkt, dass du mit einer Krankheit kämpfen musstest, weil du so pflichtbewusst dran geblieben bist.

Ich schliesse nun gerne mit deinen Worten. Du hast gesagt: «Im Grossen Rat können wir diskutieren, beraten und entscheiden. Wir sind diejenigen, die Beschlüsse fassen. Aber es gibt Momente im Leben, da sind es nicht mehr wir, die entscheiden. Da liegt die Entscheidung in einer anderen Hand.» Liebe Vreni, wir danken dir für alles, was du in diesen 23 Sessionen in den Rat eingebracht hast. Es war mehr als nur Politik. Wir wünschen dir für die Zeit, die dir noch gegeben ist, viele gute Begegnungen, besonders mit deinen Liebsten, schöne Momente und Gottes Segen und seine Nähe! (*Applaudissements*)

Wir sind ans Ende der Märzsession gelangt. Ich danke Ihnen allen für die seriöse Arbeit im Rat, die gute Disziplin und für Ihre Mithilfe. Dies war nun meine letzte Session als Präsident, das letzte Mal, dass ich das Vergnügen hatte, die Debatten von hier oben zu leiten. Ich werde mich im Juni nochmals kurz auf diesen Stuhl setzen, um den Wechsel vorzunehmen, und dann werde ich zurückschauen und das Mikrofon übergeben. Wir haben in diesem Jahr viel beraten und diskutiert. Meine Abschiedsrede wird dann im Juni folgen. Ich wünsche allen eine ganz gute Zeit. Geniessen Sie den letzten Schnee und die Sonne im Berner Oberland, wenn Sie die Gelegenheit dazu haben. Vielen Dank, die Session ist geschlossen. Auf Wiedersehen. (*Applaudissements*)

Fin de la séance et de la session à 16 heures 19.

Les rédactrices :

Sara Ferraro (d)

Catherine Graf Lutz (f)

